



# Bulletin d'information du CSEE

Septembre 2014 Numéro 1

 Internationale de l'Éducation

## Clôture de la campagne « Uni(e)s pour l'éducation » : Prenez part à l'événement européen, le 22 septembre 2014 à Bruxelles

Le 22 septembre 2014, la campagne IE [Uni\(e\)s pour l'éducation](#) pour la région européenne atteindra son point culminant. À l'occasion de cette journée spéciale, le CSEE organise une audition publique sur « Le futur de l'éducation de qualité en Europe » qui se tiendra au Comité économique et social européen (CESE), à Bruxelles, et célébrera une année d'activités de campagne. A l'instar de l'événement de clôture de l'IE pour la région européenne, l'audition est étroitement liée à l'aboutissement de la campagne mondiale [Uni\(e\)s pour l'éducation](#) dont l'événement de clôture se tiendra à New York, à l'Assemblée générale des Nations Unies, en octobre 2014.



La journée débutera par la conférence finale du projet du CSEE: « Développement de l'expertise des syndicats d'enseignants en matière de sortie de crise grâce à une éducation de qualité ». Le film documentaire du CSEE réalisé dans le cadre de ce projet y sera diffusé en avant-première et permettra aux participants d'examiner de manière approfondie l'impact réel des mesures d'austérité et des coupes budgétaires dans l'éducation sur la qualité de l'éducation en Europe ainsi que sur les syndicats d'enseignants et la société dans son ensemble.

À cette date, une année se sera écoulée depuis le lancement de l'initiative de l'IE-CSEE « Uni(e)s pour l'éducation ». Durant cette année, les organisations membres se sont mobilisées en vue de promouvoir la vision des syndicats d'enseignants de l'éducation de qualité et de soutenir l'éducation de haute qualité pour tous, élément fondamental d'une société juste et équitable. Par ailleurs, des [actions concrètes](#) ont été menées par les syndicats d'enseignants à travers l'Europe en vue de promouvoir les 10 messages clés du CSEE sur "Les points à améliorer pour une éducation de meilleure qualité en Europe" adoptés en Octobre 2013 par le Comité du CSEE. Par ailleurs, ces actions ont coïncidé avec les élections du Parlement européen de Mai 2014. Grâce au travail de plaidoyer des syndicats d'enseignant, de nombreux membres du Parlement européen se sont [engagés à soutenir](#) les 10 messages clés du CSEE.

Le 22 septembre 2014, nous nous rassemblerons pour clôturer la campagne IE-CSEE « Uni(e)s pour l'éducation » dans la région européenne, afin de dresser le bilan d'une année d'activités de campagne, de discuter de l'Avenir de l'éducation de qualité ainsi que de demander aux décideurs européens de faire preuve de courage et de proposer des solutions à long terme en vue de défendre et d'améliorer la qualité de l'éducation. L'audition, quant à elle, sera l'occasion idéale pour un échange de points de vue avec les parlementaires européens, les représentants de la Commission européenne de haut niveau et d'autres parties prenantes de l'éducation concernant l'avenir de l'éducation de qualité, mis à mal par une reprise économique encore fragile et les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI-TTIP).

### **Événement à venir : Conférence du CSEE sur l'action syndicale en faveur de l'égalité des genres en période d'austérité**

La conférence de clôture du projet du CSEE [Promouvoir l'égalité des genres au sein des syndicats et de la profession enseignante II - Mettre en œuvre et renforcer les actions syndicales en faveur de l'égalité des genres en période d'austérité](#) se tiendra à Sofia les 25 et 26 septembre 2014. Cet événement offrira l'occasion aux représentants des syndicats d'enseignants et aux experts syndicaux spécialisés dans le domaine de l'égalité des genres d'examiner et d'amender les lignes directrices



pratiques pour la promotion de l'égalité des genres au sein du secteur de l'éducation et des structures des syndicats d'enseignants. Ces lignes directrices s'appuient sur les débats qui ont eu lieu lors du séminaire sur l'égalité des genres organisé en mai dernier à Utrecht par le CSEE, dans le sillage de l'enquête menée en ligne auprès de ses organisations membres. Cette dernière visait à analyser les effets tangibles de la crise sur l'égalité des genres dans le secteur de l'éducation et au sein des structures des syndicats d'enseignants nationaux. Les deux moments clés de la conférence seront la présentation des résultats complets de l'enquête par l'experte du projet Angelike Striedinger, de l'Université de Vienne, et le débat qui réunira des partenaires sociaux de l'éducation et d'autres acteurs européens, tous spécialistes de la question de l'égalité des genres.

[Lien : ordre du jour de la conférence](#)

## Position du CSEE concernant les rapports du Parlement Européen sur la mise en œuvre du Semestre européen

Le Parlement européen s'est remis au travail et ses Commissions ont été reformées. L'un des premiers thèmes abordés a été la question fondamentale du Semestre européen pour la coordination des politiques économiques : mise en œuvre des priorités 2014. En août, la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen (ECON) a publié un [projet de rapport sur la mise en œuvre du Semestre européen](#), commenté par la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen (EMPL).



Les deux Commissions se sont félicitées des recommandations par pays formulées par la Commission européenne au cours du Semestre européen, stipulant que la priorité doit être accordée au maintien des budgets de l'éducation pour favoriser la croissance. Cette position rejoint [celle défendue récemment par le CSEE dans le cadre des recommandations par pays 2014-2015](#) (CSR), dénonçant également le sous-financement dramatique de l'éducation dans bon nombre d'Etats membres et exigeant que toute recommandation relative à l'éducation et à la formation soit assortie d'un financement public approprié et durable, davantage orienté sur l'éducation de qualité.

Le [projet de rapport](#) de la Commission des affaires économiques reconnaît clairement que les réformes structurelles pour favoriser la croissance et l'emploi doivent être accompagnées d'un investissement à plus long terme dans l'éducation, les compétences, la recherche, et le développement, ainsi que dans la valorisation des ressources. Le rapport souligne toutefois que dans chacun de ces domaines, les investissements privés soutiennent beaucoup mieux la croissance que les investissements publics.

Le Secrétariat du CSEE salue le fait que, dans son [projet d'avis](#), la Commission de l'emploi et des affaires sociales dénonce clairement que plus de 20 Etats membres ont réduit leurs budgets consacrés à l'éducation (pourcentage de PIB), compromettant ainsi leur propre potentiel de croissance. Il déplore également que tous les Etats membres n'aient pas impliqué leurs partenaires sociaux nationaux dans le processus du Semestre européen.

Au mois de juillet dernier, les organisations membres du CSEE avaient adressé aux dirigeants européens un [message sur l'investissement dans l'éducation](#), leur demandant d'accorder la priorité aux investissements dans ce secteur, étant donné qu'il s'agit là de la seule solution pour stimuler le potentiel de croissance économique en Europe et réduire les inégalités sociales. Adressé au moment où les institutions européennes procédaient à la définition de leurs priorités stratégiques futures, ce message a reçu un accueil favorable de la part de la présidence italienne du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne.

Suite à l'envoi de ce message, les organisations membres du CSEE ont commencé à faire pression sur leurs gouvernements nationaux afin que l'éducation soit considérée comme le principal investissement permettant de stimuler la croissance, et qu'elle soit prise en compte dans les différentes phases du Semestre européen.

### **EPNoSL organise une activité sur la direction des établissements scolaires**

Cette activité d'apprentissage entre pairs d'EPNoSL se tiendra à Nice, les 25-26 Septembre 2014 et réunira différents acteurs du secteur dont des directeurs d'établissement, des parents, des élèves et des décideurs politiques.



Pour de plus amples informations >>>

### **Conférence de haut niveau sur l'inclusion des Roms**

La Commission européenne organise une conférence internationale de haut niveau à Bruxelles les 2 et 3 octobre 2014 afin de faire le point sur les progrès et les enseignements à tirer dans le cadre de l'intégration des Roms au niveau local – un projet soutenu par le programme ROMACT. Les Roms représentent le plus grand et l'un des plus anciens groupes minoritaires en Europe. Aujourd'hui, ce groupe ethnique enregistre



les plus hauts taux de pauvreté et d'exclusion sociale à travers l'Europe occidentale, centrale et orientale. Malgré les mesures politiques et législatives mises en place pour protéger les droits des minorités, les Roms continuent à être exclus de toute participation active à la vie économique, sociale, politique et culturelle et ne jouissent toujours pas d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal dans la société où ils vivent. Le [programme ROMACT](#) est une initiative conjointe du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne, mise en œuvre avec le soutien de l'Alliance européenne des villes et des régions pour l'inclusion des Roms, destinée à promouvoir l'inclusion des Roms au niveau local et régional.

Pour de plus amples informations, cliquez ici.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=88&eventsId=987&furtherEvents=yes>

## Nouvelle brochure : L'Europe peut-elle encore être sauvée ?

Dans la nouvelle brochure « L'Europe peut-elle encore être sauvée ? », les principaux représentants des syndicats allemands analysent sous différents angles les failles de la politique européenne tournée vers l'austérité.

Ceux-ci estiment que la question de l'avenir de l'Europe ne doit pas uniquement être discutée au niveau national, mais qu'elle doit faire l'objet d'un débat au niveau européen. Leurs analyses préconisent une politique européenne offensive et démontrent que les politiques d'austérité ne font pas l'unanimité. L'opposition ne cesse de croître au sein des syndicats et de la société civile.

[Télécharger la version anglaise.](#)

